L'ancien président tanzanien optimiste quant au résultat du dialogue sur le Burundi

@rib News, 16/02/2017Â â€“ SourceÂ Xinhua L'ancien prÃ©sident tanzanien, Benjamin Mkapa, a exprimÃ© jeudi son optimisme quant au rÃ©sultat du dialogue sur le Burundi qui a commencÃ© mercredi, convaincu qu'il y a assez de fondations pour que la vie politique reprenne normalement dans le pays. M. Mkapa, qui est Ã©galement mÃ©diateur de ce dialogue, a dÃ©clarÃ© que ce dernier marquera la reprise des relations Ã©conomiques dans les domaines oÃ¹ des sanctions ont Ã©tÃ© imposÃ©es par la communautÃ© internationale.

"Nous allons lancer le processus pour que les rÃ©fugiÃ©s rentrent chez eux, et poser les fondations du retour des exilÃ©s politiques", a fait savoir M. Mkapa. L'ancien prÃ©sident a Ã©tÃ© catÃ©gorique sur le fait qu'il comptait rencontrer les partis politiques mercredi et qu'il comptait rÃ©server un autre jour pour les reprÃ©sentants du gouvernement au cours de ce dialogue qui rÃ©unit hommes politiques, organisations de la sociÃ©tÃ© civile, partis politiques et journalistes locaux et internationaux. "J'ai invitÃ© les partis politiques, je vais devoir effectuer des arrangements spÃ©ciaux pour rencontrer Ã©galement les reprÃ©sentants du gouvernement", a-t-il clarifiÃ©. Deux jours avant ces clarifications, le gouvernement burundais avait annoncÃ© sa dÃ©cision de boycotter cette session qui, pour la premiÃ¨re fois, devrait aborder des points importants. L'administration du prÃ©sident Pierre Nkurunziza a dÃ©noncÃ© la participation de leaders d'opposition recherchÃ©s par la justice burundaise et la prÃ©sence d'un reprÃ©sentant des Nations unies accusÃ© selon elle d'Ãªtre partial. Trois anciens prÃ©sidents burundais, Sylvestre Ntibantunganya, Domitien Ndayizeye et Pierre Buyoya font partie des reprÃ©sentants prÃ©sents au dialogue hier. La crise au Burundi a Ã©clatÃ© le 26 avril 2015, lorsque le prÃ©sident Nkurunziza annoncÃ© qu'il se prÃ©senterait Ã l'Ã©lection prÃ©sidentielle de 2015. L'opposition et la sociÃ©tÃ© civile l'ont alors accusÃ© de la Constitution burundaise et l'Accord de paix d'Arusha en briguant un troisiÃ¨me mandat controversÃ©.Â

Â

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});